

1375, boul. St. Laurent Blvd., Ottawa, ON K1G 0Z7

Tel./Tél. : (613) 237-1590 Fax/Téléc. : (613) 237-5508 Toll free/Sans frais : (844) 237-1590

cupemail@cupe.ca/courriel@scfp.ca – cupe.ca/scfp.ca

Le 16 septembre 2026

PAR COURRIEL

L'honorable Patty Hajdu, C.P., députée  
Ministre de l'Emploi et des Familles  
Chambre des communes  
[patty.hajdu@parl.gc.ca](mailto:patty.hajdu@parl.gc.ca)

**Objet : Chalifour-Racine c. Canada (Procureur général), 2026 CAF 145**

Madame la Ministre,

Au nom des plus de 800 000 membres du Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP), nous vous exhortons à apporter sans délai des modifications à la *Loi sur l'assurance-emploi* afin de corriger la discrimination dont sont victimes les nouveaux parents qui perdent leur emploi.

Dans sa décision du 3 septembre 2026, la Cour d'appel fédérale a conclu que certaines dispositions de la *Loi sur l'assurance-emploi* violent l'article 15 de la *Charte* :

« Elles renforcent le désavantage économique de longue date lié à la grossesse et à la maternité en réduisant la protection contre le chômage à laquelle les femmes ont droit, précisément parce qu'elles portent des enfants et assument les responsabilités en matière de soins qui accompagnent l'accouchement. »

La cour a accordé un délai d'un an au gouvernement fédéral pour corriger la discrimination contenue aux paragraphes 8(2), 8(5), 10(2), 10(10) et 12(6), ainsi qu'à l'alinéa 10(8)(a) de la *Loi sur l'assurance-emploi*. Il est inacceptable d'imposer aux femmes victimes de discrimination un délai supplémentaire d'un an pour obtenir justice. Une justice différée est une justice refusée.

Nous vous incitons vivement à ne pas interjeter appel de cette décision et de plutôt remédier à cette inégalité.

Les membres du SCFP et de nombreux autres travailleuses et travailleurs ont été lésés par ces règles discriminatoires.

.../2

MARK HANCOCK

National President/Président national

CANDACE RENNICK

National Secretary-Treasurer/Secrétaire-trésorière nationale

DAWN BELLEROSE, PATRICK GLOUTNEY, SHERRY HILLIER, GINA MCKAY, KAREN RANALLETTA

General Vice-Presidents/Vice-présidences générales

Des syndicats et des défenseurs des droits des travailleuses et travailleurs soulèvent cette question depuis des années, sans qu'aucune solution n'ait été trouvée.

Le gouvernement fédéral devrait agir rapidement pour mettre fin à cette discrimination de longue date et veiller à ce que les personnes touchées bénéficient le soutien du revenu auquel elles auraient dû avoir droit.

Nous exhortons le gouvernement fédéral à agir sans plus tarder afin de corriger cette discrimination et de respecter son engagement en faveur de l'égalité et de la justice.

Nous vous prions d'accepter, Madame la Ministre, l'expression de nos sentiments distingués.

Le président national,

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'MH' followed by a stylized flourish.

MARK HANCOCK

La secrétaire-trésorière nationale,

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Candace Rennick' in a cursive script.

CANDACE RENNICK